



RETRAITÉ-E-S, FACE AU MÉPRIS, MANIFESTONS LE 28 SEPTEMBRE

« Les pauvres d'aujourd'hui sont souvent moins les retraités que les jeunes. Je leur demande donc, pour les plus aisés, un effort » a déclaré Emmanuel Macron. Demander un effort aux retraités c'est faire semblant d'ignorer qu'ils n'ont cessé d'en faire des efforts : leurs pensions gelées depuis 4 ans, une fiscalité alourdie, ils participent toujours plus nombreux aux activités d'aide et d'assistance en lieu et place de l'Etat, ils aident leurs enfants touchés par le chômage et une précarisation grandissante.

Les « retraités les plus aisés » selon E. Macron

La hausse de la CSG de 1,7 point s'appliquera à la CSG calculée au taux de 6,6 %, qui devrait passer à 8,3 %. Elle va donc frapper les retraités ayant un revenu fiscal de plus de 1 200 € (1 838 € pour un couple marié ou pacsé) par mois, soit 60 % des retraités dans notre pays, plus de 10 millions. Peut-on considérer qu'à partir de 1 200 € par mois on est un retraité aisé?! 1 200 € c'est 200 € au dessus du seuil de pauvreté.

Opposer les retraités aux salariés et aux jeunes : honteux

Comment peut-il comparer la situation des retraités, qui ont travaillé et cotisé pendant au moins 40 ans avec celle des jeunes qui nombreux font encore des études ou démarrent dans la vie professionnelle? Quand on sait que le montant moyen des pensions se chiffrait en 2015

à 1 306 € brut, 500 000 d'entre eux ne percevant que 800 € par mois.

Les privilégiés dont il ne parle pas

Les entreprises du CAC 40 ont enregistré des profits exceptionnels depuis le début de l'année 2017, ils ont grimpé quatre fois plus vite que leurs chiffres d'affaires : 52 milliards de profits au premier semestre, un nouveau record ! Ainsi le président propose de réduire le pouvoir d'achat des retraités au nom du partage des efforts, de réduire l'aide au logement et il accorde des réductions d'impôts de 3 milliards aux plus riches alors que ces véritables privilégiés n'ont jamais autant gagné d'argent.

Les riches s'enrichissent, les pauvres s'appauvrissent, le pays régresse

De 1996 à 2016 le montant total des 10 plus grandes fortunes françaises a été multiplié par 12, alors que pendant ce temps le produit intérieur brut (PIB) du pays n'a même pas été multiplié par 2. Cela signifie que les profits ne bénéficient pas à l'investissement, donc pas à l'emploi, mais à une poignée d'actionnaires déjà immensément riches. Prendre aux pauvres pour donner aux riches c'est sacrifier l'économie du pays et son avenir.

Le redressement de notre économie passe par une répartition des richesses qui favorise les investissements et le pouvoir d'achat des salariés, des jeunes et des retraités et crée des emplois.

Le 28 septembre disons tous ensemble non à la hausse de la CSG, non à la mise en concurrence des retraités, des salariés et des jeunes, oui à la revalorisation de nos pensions au 1^{er} octobre et à son indexation sur l'évolution des salaires.

JEUDI 28 SEPTEMBRE 14h00

Place de la Comédie en direction de la Préfecture

Pour ne plus être un(e) retraité(e) maltraité(e), j'adhère à la CGT retraité

Nom : Prénom :
Adresse :
Tél. : Courriel :



LETTRE OUVERTE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Nous vous avons écrit à plusieurs reprises pour obtenir un rendez-vous avec vous.

Face à la gravité de la situation, nos organisations syndicales et associatives ne peuvent se satisfaire de la réponse de votre chef de cabinet en date du 25 Juillet précisant :

« Le Président ne peut répondre actuellement favorablement à votre courrier en raison des contraintes de son agenda. Votre courrier a été adressé à Madame BUZYN, Ministre des solidarités et de la santé ».

Malgré tout le respect que nous avons pour Madame BUZYN (que nous ne manquerons pas de contacter pour les sujets de sa compétence), c'est vous, Monsieur le Président de la République que les représentants des 16 millions de retraités veulent rencontrer.

Compte tenu des propos que vous tenez assez régulièrement à l'égard des retraité-e-s présentées comme des personnes privilégiées, pour les opposer « aux jeunes », nous souhaitons vous parler de la réalité économique et sociale de nombre d'entre eux, vous faire part de leurs revendications et, plus largement, débattre avec vous de la reconnaissance de leur place dans la société

Nous vous rappelons que 16 millions de retraité-e-s estiment, non seulement avoir largement contribué au développement et à la richesse de ce pays, mais pensent occuper, aujourd'hui encore, une place dans la société que personne ne peut contester.

Aussi, vos annonces les concernant sont ressenties comme une véritable injustice.

Non seulement nos pensions sont bloquées depuis maintenant plus de 4 ans, mais s'ajoute à cela l'annonce de l'augmentation de 1,7 point de la Contribution sociale généralisée (CSG) pour les pensions égales ou supérieures à 1 200 € pour un célibataire, bien moins pour un couple, ce qui ne peut avoir pour effet que de détruire un peu plus la protection sociale.

Dès le 1^{er} janvier cette mesure aboutira à une perte annuelle de plusieurs centaines d'euros pour plus de 60 % de retraité-e-s.

Vous justifiez cette mesure en arguant du fait que « les pauvres d'aujourd'hui sont souvent moins les retraité-e-s que les jeunes » et vous demandez aux retraité-e-s soi-disant « plus aisé-e-s » de faire un effort.

Les « efforts », comme vous dites, les retraité-e-s les ont déjà faits :

Il y a eu les 0,3% de la CASA, la suppression de la 1/2 part fiscale pour les personnes vivant seule ayant élevé au moins un enfant, la fiscalisation des majorations familiales, et, cerise sur le gâteau, la baisse annoncée de 5 € des APL... pendant que les personnes vraiment riches vont bénéficier de la baisse de l'ISF, de l'impôt sur les sociétés à 28 %, de l'impôt sur les revenus du capital.

Les 16 millions de retraité-e-s de ce pays EN ONT ASSEZ...

- Ils REFUSENT LA HAUSSE DE LA CSG.

- Ils EXIGENT QUE LEURS PENSIONS SOIENT REVALORISEES EN PRENANT EN COMPTE L'EVOLUTION DES SALAIRES.

Pour répondre à toutes ces inquiétudes, les représentants des retraité-e-s vous demandent, Monsieur le Président de La République, de leur accorder une audience le 28 Septembre 2017.

Paris le 13 Septembre 2017